

Vendredi 17 mars 2017

Soirée-débat : alternatives à l'ubérisation du travail

Les solutions proposées par les entreprises de l'ESS

Dernièrement, SMart (Société mutuelle des artistes), en partenariat avec la Chambre régionale des entreprises de l'économie sociale et solidaire de Provence-Alpes-Côte d'Azur, proposait une soirée-débat autour des alternatives à l'ubérisation du travail, les solutions proposées par les entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Animé par Sam Khébizi, directeur des Têtes de l'Art et administrateur de SMart et de la Cress Paca, le débat est entré dans le vif du sujet dès l'ouverture avec l'éclairage concret et pertinent des intervenants sur la distinction nécessaire entre travail et emploi, le revenu universel, la protection sociale, le droit européen, les nouveaux modes de production...

L'économie sociale et solidaire est souvent considérée comme une économie de réparation et non comme un pan de l'économie. Pourtant, sa plus-value est une force et elle offre des services de pointe.

« L'économie sociale et solidaire vient en réaction, alors qu'elle est à l'origine de belles innovations. Force est de constater que nous sommes peu dans la prospection. Pourtant nous avons la capacité à entreprendre autrement. On manque d'ambition, alors que nous avons des valeurs fortes, et aussi une grande partie des réponses. Une question qui me semble fondamentale est de définir la vision de la société que nous voulons », indique Denis Philippe, président de la Cress Paca.

Sandrino Graceffa, auteur du livre « refaire le monde... du travail. Une alternative l'ubérisation de l'économie », a rappelé que l'économie existait avant « l'économie de marché » et existera après. « Il est important d'agir sur le pourquoi, afin que l'accès aux droits soit le même pour l'ensemble des travailleurs, salariés comme indépendants. Rien ne nous empêche de trouver une 3^e voie qui soit plus universelle. Notre système de protection sociale est une pépite mondialement reconnue. Faire évoluer notre système de solidarité est complexe, ça bouscule les mentalités, il y a des visions divisées. Je crois à un projet européen autour des droits sociaux », indique le directeur général de SMart.

Gérard Sanvicens, représentant de la délégation régionale de l'Udes (Union des employeurs de l'ESS), constate le manque de valorisation de l'économie sociale et solidaire et propose la construction collective des défis de demain. « Nous devons ouvrir des pistes et les construire. L'ESS a les structures, des initiatives émergentes. Pour être forts, nous devons jouer collectif. Nous pouvons nous grouper pour trouver un modèle hybride sur la protection sociale et faire le test sur nous-même pour le perfectionner. Car être dans l'action fait évoluer les mentalités », précise-t-il.

Elodie Le Breut, représentant la Scic Belle de Mai, précise l'intérêt du droit à l'expérimentation sociale, prenant exemple sur les entreprises qu'elle accompagne dont plus de 80 % sont encore en activité depuis 2008. « Les projets peuvent trouver leur modèle en dehors des indicateurs. Les entreprises font évoluer leurs statuts au fur et à mesure de leur développement. L'ESS a un défaut de reconnaissance. C'est un combat récurrent auprès des banques pour lancer une entreprise qui ne remplit pas les conditions classiques. Il manque une vraie politique pour saisir les opportunités et changer les mentalités », analyse-t-elle.

Au niveau de Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ESS est en capacité de trouver des solutions, ayant un maillage territorial fort et de nombreux acteurs sur le terrain. Elle sait donner du sens à ses projets. Et surtout elle a la volonté de se regrouper pour répondre aux mutations du travail et apporter des initiatives émergentes.